



## PRÉFET DE LA MOSELLE

**Direction Départementale des territoires**  
Service aménagement, biodiversité et eau

### **RECEPISSE DE DEPOT DE DOSSIER DE DECLARATION DONNANT ACCORD POUR LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX DE REPARATION D'UNE CONDUITE D'ASSAINISSEMENT DANS LE COURS D'EAU DU WEISKIRCHABACH SUR LE BAN COMMUNALE DE EPPING**

**Dossier n° 57-2019-00326**

**LE PREFET DE LA MOSELLE**  
**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

#### **CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE DES TRAVAUX**

- VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse
- VU le décret du 11 octobre 2017 nommant Monsieur Didier MARTIN préfet de la Moselle,
- VU l'arrêté du premier ministre du 18 décembre 2015 nommant Monsieur Björn DESMET directeur départemental des territoires de la Moselle,
- VU l'arrêté DCL n°2018-A-37 du 18 décembre 2018 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Björn DESMET Directeur Départemental des Territoires, pour la compétence générale ;
- VU la décision n°2018-DDT/SG/AJC n°11 du 27 décembre 2018 portant subdélégation de signature pour le fonctionnement général de Direction Départementale des Territoires de la Moselle ;
- VU l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement;

VU le dossier de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement considéré complet à la date du 13 juin 2019, présenté par le SDEA-Bitche- 4 rue du Général Stuhl 57 230 BITCHE enregistré sous le n°57-2019-0326.

**DONNE RECEPISSE DU DEPOT DE SON DOSSIER DE DECLARATION AU PETITIONNAIRE  
SUIVANT :  
SDEA-Bitche  
4 rue du Général Stuhl  
57230 Bitche**

concernant : la réparation d'une conduite d'assainissement implantée dans le cours d'eau du Weiskirchbach

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales à respecter
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A). Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, de crustacés et des batraciens:  Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayère (A)  Dans les autres cas ( D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

**Le déclarant peut débuter les travaux dès réception du présent récépissé de déclaration ; ceux-ci devront être réalisés conformément au dossier déposé . L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R216-12 du code de l'environnement.**

**Les caractéristiques principales de l'ouvrage sont précisées dans la fiche descriptive ci-jointe.**

Une copie du récépissé sera affichée à la mairie de la commune de EPPING où cette opération doit être réalisée et le dossier de déclaration sera consultable en mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Moselle ([www.moselle.gouv.fr](http://www.moselle.gouv.fr) -Territoires – eau et pêche – Décision du domaine de l'eau – déclaration et autorisation) durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, en application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, « sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L. 214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les recours des particuliers et personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public peuvent désormais être déposés par voie dématérialisée via l'application Télérecours : <http://www.telerecours.fr/>.

**Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R216-12 du code de l'environnement.**

**Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et le cas échéant de la date de mise en service.**

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche éventuelle d'infraction.

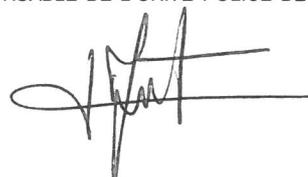
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Metz, le 27 juin 2019

Pour le Préfet et par délégation,

LA RESPONSABLE DE L'UNITE POLICE DE L'EAU



VALERIE ANTOINE-POTIER

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

## FICHE DESCRIPTIVE

### LE PROJET DE TRAVAUX DE REPARATION D'UNE CONDUITE D'ASSAINISSEMENT DANS LE COURS D'EAU DU WEISKIRCHBACH SUR LE BAN COMMUNAL DE EPPING

-Cascade n° 57-2019-00326

## 1 - GENERALITES

Coordonnées du Maître d'ouvrage :

SDEA- BITCHE  
4 rue du Général Stuhl  
57230 BITCHE

**Tel : 03 87 27 22 88**

N° SIRET : 256 701 152 000 25

Cours d'eau ; WEISKIRCBACH  
Catégorie piscicole : 1<sup>ère</sup> catégorie

### Situation des travaux

Commune	Section / parcelle	Nature travaux
EPPING / URBACH	Section 3 – parcelle 74	Travaux de réparation de la conduite d'assainissement en sortie de village vers Weisskirch seront réalisés en tranchée ouverte avec remise en état du lit mineur

### Prescriptions des travaux au niveau du cours d'eau

Durant les travaux, l'entreprise chargée des travaux devra prendre les précautions suivantes, afin de limiter les nuisances à l'environnement :

- Toutes les précautions seront prises pour éviter toutes pollutions susceptibles de porter atteinte au milieu aquatique. Les engins intervenants sur le chantier sont préalablement révisés et en bon état d'entretien afin d'éviter tout risque de pollution par des défaillances du système hydraulique, des fuites d'huiles ou d'hydrocarbures ;

- Eviter le départ de matière en suspension (MES) dans le ruisseau par la mise en place d'un barrage filtrant en partie aval (bottes de paille ou géotextile avec gravillon);
- Une dérivation provisoire sera mise en place pour mettre hors d'eau la zone de travaux. Un batardeau étanche sera réalisé en tête dérivation avec des matériaux inertes (argile, sable) . Les travaux se feront en période d'étiage.
- La circulation des engins de chantier dans l'eau est interdit et les travaux se feront de chaque côté à partir des berges ;
- La génératrice de la conduite d'assainissement permettant le passage en travers du ruisseau du Weiskirchbach doit être placée à 1 mètre au-dessous du lit du cours d'eau, de manière à réduire les risques liés à un éventuel curage du fond. Des bornes doivent être implantées en rive pour le repérage de la conduite en traversée. Aucun raccord sera toléré sous le lit mineur ;
- Après comblement de la tranchée, le fond du lit sera reconstitué comme à l'origine avec les matériaux extraits en phase de décaissement qui auront été mis de côté et remis en place après travaux ;
- Les travaux seront réalisés sous l'entière responsabilité du maître d'ouvrage et avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire informera quinze jours à l'avance, l'agent de l'AFB du secteur (M. Patrice MULLER - 06 72 08 11 50). ;
- Le pétitionnaire informera l'entreprise intervenant sur le chantier, des prescriptions à respecter pour la réalisation des travaux
- Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche et éloigné à du cours d'eau ;
- Après les travaux, les berges seront restaurées et stabilisées pour éviter l'érosion et les abords du chantier seront nettoyés. Les matériaux en trop seront évacués vers une décharge contrôlée et non déposés dans le lit majeur du cours d'eau ;
- En cas d'incident, lors des travaux susceptibles de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval du site, le pétitionnaire devra immédiatement interrompre les travaux, prendre les dispositions, afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et informer le service chargé de la Police de l'Eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face ;
- Tous les déchets du chantier devront être évacués du site et non déposés dans le lit mineur et majeur du cours d'eau ;